



# Soirée Politique 2021

Helvetia a appelé et a été entendue – du moins dans la Berne fédérale : à l’occasion des dernières élections fédérales en 2019, le Parlement est devenu nettement plus féminin. Depuis, le Conseil national compte 42% de sièges féminins et le Conseil des États en compte 26%, plus que jamais auparavant. Un coup d’œil sur les chiffres de l’Office fédéral de la statistique aide à replacer ce résultat dans le contexte des autres échelons fédéraux : la tendance est fondamentalement à la hausse partout, sauf dans certains cas. En moyenne, la proportion de femmes dans tous les parlements cantonaux ne s’élève qu’à 31,8%. Dans les législatifs des villes, la moyenne suisse n’est que de 35%. Pour ce qui est des plus petites communes, les chiffres sont trop peu détaillés et dans beaucoup d’entre elles, l’assemblée communale joue le rôle du parlement. En prenant l’exécutif comme alternative, le résultat donne à réfléchir. Seul un siège sur quatre est occupé par une femme au niveau communal. L’appel d’Helvetia s’est-il donc perdu dans les collines et les vallées de la Suisse rurale ? Ou faut-il simplement plus de temps afin que les voix fortes s’y fassent entendre ? La FSPJ a voulu y regarder de plus près et a décidé d’en parler avec des jeunes intéressé-e-s par cette thématique.

Dans le cadre de la Soirée Politique du 22 septembre 2021, les participant-e-s ont discuté des défis et des possibles champs d’action en lien avec les jeunes femmes en politique. Autour de six tables, des propositions ont été élaborées avant d’être présentées en plénum. Nous voulions connaître les obstacles qui empêchent qu’une plus grande proportion de femmes soit présente aux niveaux cantonal et communal. Puis, les participant-e-s ont proposé des possibilités d’action correspondantes. Finalement, il a été question de formes alternatives de participation politique qui pourraient être particulièrement attirantes pour les jeunes femmes.

Les résultats de l’événement se trouvent ci-dessous. Les propositions reflètent les opinions des participant-e-s et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FSPJ. Les participant-e-s issu-e-s de parlements des jeunes, jeunesses de parti ou ayant un intérêt général pour la politique étaient mélangé-e-s. Du Bas-Valais à la Suisse orientale et de gauche à droite du spectre politique, toutes les perspectives possibles étaient représentées. Les résultats sont d’autant plus variés.

## Raisons et défis

Il a tout d’abord été question d’identifier les raisons et les défis liés au faible taux de représentation des femmes dans la politique communale et cantonale. Les participant-e-s ont cherché à la fois des raisons évidentes et des raisons moins visibles sur les défis possibles.

### Socialisation et environnement

Pour les femmes, les obstacles (informels) se dressant devant un engagement politique sont plus difficiles à franchir que pour les hommes. Par exemple, les femmes sont plus fortement critiquées en public et leurs compétences et leur intérêt pour la politique sont souvent mis en doute. Ces schémas sont souvent fortement intériorisés et beaucoup de femmes n’osent pas viser de fonction politique. Il existe – aussi chez certaines femmes – un réflexe patriarcal selon lequel la politique n’est en principe pas faite pour les femmes. Si l’on ajoute à cela un environnement apolitique, un engagement politique devient très difficile.



## Courage

Les femmes osent moins se lever et prendre la parole : elles le font si elles sont sûres d'elles à 90%. Les hommes quant à eux le font quand ils sont sûrs d'eux à 40%. Les femmes ont besoin de plus de confiance en elles et sont souvent considérées comme plus réservées en comparaison avec les hommes. Les femmes sont peut-être, pour cette raison, moins enclines à se porter candidates lors d'élections.

## Partis et système politique

Souvent dans les régions rurales, certains partis manquent de volonté quand il s'agit de mettre des femmes sur les listes lors d'élections cantonales et communales. En même temps, il y a plus d'hommes dans la grande majorité des partis, ce qui attire plus les hommes que les femmes. Parfois, les hommes appliquent même une politique de « barrage aux femmes ». Un autre aspect est qu'aux niveaux cantonal et communal, l'accent est mis sur les personnes plutôt que sur le contenu. Cela mène souvent à un atout d'ancienneté et donc au fait que les questions d'égalité des sexes avancent plus lentement.

## Modèles

Il existe peu de modèles féminins ou respectivement, ils sont rarement mis en avant. L'école parle peu de femmes ayant accompli de grandes choses dans l'histoire et la politique. Les visages et noms de femmes déjà connus semblent donc être plutôt l'exception que la règle. Un changement dans le système éducatif s'impose ici.

## Conditions de vie

Les femmes sont souvent plus mobiles et changent de commune plus régulièrement. De plus, les horaires des séances sont souvent fixés de telle sorte que leur conciliation avec le travail dans les soins est limitée. Et, pour des raisons financières, il est souvent plus difficile pour les femmes de réduire leur activité lucrative en faveur de la politique.

# Possibilités d'action

Dans la deuxième partie, les jeunes étaient invité-e-s à formuler des propositions d'action pour répondre aux défis identifiés ci-dessus. Ces propositions sont très variées et offrent divers points de départ.

## Promotion ciblée de la relève féminine

Lors du recrutement, les partis devraient se baser sur des profils prédéfinis. Il est ainsi possible d'inclure les femmes dans la politique de façon proactive. Les partis locaux devraient être tenus de compter un nombre minimum de femmes sur leurs listes (et de les promouvoir activement). L'image de tous les partis devrait être revue : ils devraient faire comprendre que les femmes y ont une place.

## Créer des espaces

Des espaces tels que des groupes d'expert-e-s, des mentorats ou autres devraient être créés pour démontrer aux femmes qu'elles ont réellement les compétences pour un engagement politique. L'accessibilité de ces offres est importante. Les femmes devraient avoir la possibilité de poser des questions, d'apprendre et aussi de faire des erreurs.

## Sensibilisation à l'école

Une éducation à la citoyenneté qui soit adaptée au groupe cible est nécessaire. Par exemple, des processus participatifs peuvent être menés dans les écoles où les femmes peuvent acquérir des expériences positives avec la politique le plus tôt possible. Organiser des rencontres (obligatoires pendant la scolarité) avec des femmes en politique est également prometteur.



### Discuter des préoccupations concrètes

Dans les discussions, il convient de discuter des préoccupations concrètes et de montrer dans quelle manière les femmes sont directement touchées. Il est également important de parler des solutions correspondantes. Cela augmente l'accessibilité et la motivation.

### Nouvelles formes de discussion et beaucoup de processus participatifs

Il faut une culture du débat plus inclusive et moins centrée sur l'opposition. Il doit y avoir d'autres formes de discussion telles que celles qui existent dans le mouvement de la grève du climat par exemple. En général, il faudrait mettre sur pied des processus participatifs au niveau micro. Ce genre d'outils peuvent mener à une réduction des inhibitions et encourager les femmes à s'exposer. Participer activement et faire de la politique devraient être une évidence.

### Renforcer la mise en valeur

La culture de l'éloge dans les organisations devrait être plus soignée. Dans un cadre comme la Formation de direction de la FSPJ, la mise en valeur doit être incluse comme un sujet et une culture de retours constructifs et positifs doit être transmise.

### Moderniser l'image de la politique

L'image de la politique doit être modernisée et rendue plus dynamique et féminine. Il faut dépasser l'image du politicien blanc, masculin, avec une longue carrière et un costume. Il faut montrer que la politique est accessible à tou-te-s et qu'elle ne concerne pas seulement les milieux bourgeois. En général, il est souhaitable de faciliter l'entrée en politique en la rendant complètement accessible. Dans ce contexte, il faut promouvoir les structures qui soutiennent les personnes sans parti.

### Assemblées citoyennes par tirage au sort

Dans les communes et les cantons, des assemblées citoyennes devraient être créées. Les personnes seraient tirées au sort et représenteraient la population de la meilleure façon possible, en fonction des couches sociales. Cela devrait modifier l'accès des jeunes femmes à la politique et leur donner davantage envie d'assumer une activité politique.

### Soutien cantonal des communes

En raison des ressources limitées des communes, les cantons doivent assumer leur responsabilité. Les cantons doivent mettre à disposition des financements, des centres d'information centralisés et des programmes et mettre en évidence la façon dont les femmes peuvent s'impliquer en dehors des structures des partis. Quant aux communes, elles doivent proposer des cours de formation pour les nouvelles élues afin de faciliter leur entrée en fonction.



## Formes de participation alternatives

La dernière partie de la soirée était consacrée aux formes de participation politique en dehors du système de milice qui sont particulièrement attirantes pour les jeunes femmes. Les possibilités sont variées. Une sélection est présentée :

